

**1 - RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

***Autorité concédante***

ETAT - Ministère des Transports  
Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est par délégation de  
M. le Préfet de la région Grand-Est, Préfet du bas-Rhin.

***Objet de la consultation***

RN 57 : Attribution de la concession de l'aire de service de Vincey, commune  
de Vincey (88450), département des Vosges,  
sens Sud → Nord (Remiremont-Nancy)

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 13/05/2026 à 11h00 (heure locale du  
siège de la DIR Est)

# 1-RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Sommaire

1 AUTORITÉ CONCÉDANTE / POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2 OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
3 DURÉE ET VALEUR ESTIMÉE DU CONTRAT.....	4
4 MODALITÉS DE LA CONSULTATION.....	5
1) Cadre de la consultation.....	5
2) Conditions de la consultation.....	5
3) Publicité.....	6
4) Retrait du dossier de consultation.....	6
5) Contenu du dossier de consultation.....	6
6) Modification du dossier de consultation.....	7
7) Visite sur site.....	7
8) Délai de validité des offres.....	7
9) Renonciation à la consultation.....	7
5 CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION.....	7
1) Caractéristiques générales du dossier de soumission.....	7
2) Sous-dossier candidature.....	8
3) Un sous-dossier OFFRE :.....	10
1) Préambule.....	10
2) Contenu.....	11
6 SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	15
1) Sélection des candidatures.....	15
2) Jugement et classement des offres.....	16
3) Négociations.....	17
4) Finalisation de la procédure.....	18
7 CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES PROPOSITIONS.....	18
1) Dispositions d'ordre général.....	18
2) Copie de sauvegarde.....	18
3) Modalités de remise du dossier de soumission par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation.....	19
8 MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	21
9 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	23
10 LITIGES ET CONTENTIEUX.....	23
1) Voies et délais de recours.....	23
2) Adresses.....	24

# 1-RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation a pour objet de préciser aux opérateurs économiques le déroulement de la consultation, de la publication de l'avis de concession à la notification du contrat. Ce document n'est pas contractuel.

Les éléments contenus dans le dossier de consultation engagent d'une part l'autorité concédante et d'autre part, les opérateurs économiques dans le respect des règles fixées dans le présent règlement.

## 1 AUTORITÉ CONCÉDANTE / POUVOIR ADJUDICATEUR

L'autorité concédante est l'État - Ministère des Transports, représenté par M. le Préfet de la région Grand-Est, Préfet du Bas-Rhin.

Le chef de projet de l'opération est le Directeur Interdépartemental des Routes Est assisté du Chef du Service des Politiques et Mobilités Routières.

## 2 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de mener une procédure, en vue de l'attribution d'un contrat de concession au sens de l'article L. 1121-1 du Code de la Commande Publique (CCP), de modernisation et d'exploitation d'une aire à usage principal de distribution de carburants et de recharge électrique pour véhicules, située sur la commune de Vincey, département des Vosges, en bordure de la route express nationale n°57, au PR 12 sens REMIREMONT-NANCY.

Le Concessionnaire doit entreprendre une vaste opération de modernisation du site, que les parties considèrent, dans son ensemble, comme un service public, avec toutes les conséquences qui s'attachent à cette qualification. Le Concessionnaire s'oblige à intégrer, dans tous ses choix d'investissement et de gestion des services concédés, les besoins des usagers de la route et les objectifs d'intérêt général en matière de sécurité routière et d'efficacité du trafic.

Le concessionnaire sera chargé d'assurer ;

- la rénovation et le réaménagement,
- le financement des investissements,
- l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations et équipements,
- l'exploitation des activités de l'aire,

à ses risques et périls.

Les dépendances du domaine public comprises dans le périmètre de la concession et les ouvrages et installations suivants qui appartiennent déjà à l'autorité concédante, ou qui seront acquis par l'autorité concédante, seront remises telles qu'elles se trouvent au Concessionnaire pour en assurer la démolition et/ou l'aménagement, l'entretien et l'exploitation dans les conditions stipulées au projet de contrat.

Les équipements et installations, autres que ceux qui lui sont remis par l'autorité concédante, nécessaires à la réalisation et au fonctionnement de l'ouvrage public, sont mis à la charge du Concessionnaire qui est tenu d'en assurer entièrement à ses frais, et dans les conditions techniques définies ci-après, la création, l'entretien et l'exploitation.

### **3 DURÉE ET VALEUR ESTIMÉE DU CONTRAT**

La concession est valable pour une durée de **vingt ans** (240 mois) qui commence à la date de prise d'effet du contrat de concession (au maximum 3 mois après signature du contrat).

Cette durée a été déterminée par l'autorité concédante, pour permettre au concessionnaire d'amortir les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, conformément aux articles L.3114-7 et R.3114-2 du CCP.

En application de l'article R.3121-1 du CCP, l'autorité concédante communique dans le dossier de consultation la valeur estimée du contrat, selon une méthode objective.

La valeur estimée de la délégation correspond à une estimation du chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat. Elle a été calculée selon les modalités prévues à l'article R.3121-2 du CCP.

Ainsi, la valeur estimée du contrat est évaluée à **186 millions d'euros HT** sur toute la durée du contrat, en valeur au 1er décembre 2025.

Il est précisé que cette estimation comporte une marge d'incertitude compte tenu des gains de productivité possibles et des hypothèses prises pour les différents paramètres économiques intervenant dans le chiffrage de la valeur estimée de la concession.

Pour estimer la valeur du contrat de concession, l'autorité concédante a notamment pris en compte :

- 1° Les recettes perçues sur les usagers des ouvrages ou des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes ;
- 2° Les paiements effectués par l'autorité concédante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire ;
- 3° La valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession ;
- 4° Les recettes tirées de toute vente d'actifs faisant partie de la concession ;
- 5° La valeur de tous les services et fournitures mis à la disposition du concessionnaire par l'autorité concédante, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux ou à la prestation des services.

## **4 MODALITÉS DE LA CONSULTATION**

### **1) Cadre de la consultation**

La présente consultation est engagée sur le fondement de la troisième partie du Code de la Commande Publique relative aux « Concessions ».

La consultation est régie par les principes suivants :

- Liberté d'accès ;
- Égalité de traitement des opérateurs économiques : à ce titre, notamment, l'autorité concédante ne donnera pas à certains opérateurs économiques des informations susceptibles de les avantager par rapport aux autres ;
- Respect du secret des affaires : l'autorité concédante ne peut notamment pas révéler aux autres opérateurs économiques des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un opérateur économique sans l'accord de ce dernier ;
- Transparence de la procédure : en particulier, au cours de la consultation, l'autorité concédante fait bénéficier les opérateurs économiques du même niveau d'information ;
- Droit à un recours effectif.

Les opérateurs économiques s'engagent à ne pas divulguer à des tiers le contenu de leur offre, durant ou après leur élaboration, jusqu'à la signature du contrat. L'autorité concédante se réserve la possibilité de prononcer l'élimination de tout opérateurs économiques en cas de non-respect de cette disposition.

### **2) Conditions de la consultation**

Les candidatures et les offres des opérateurs économiques seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager l'opérateur économique.

« Les soumissionnaires à cette concession de services ne sont pas dans l'obligation de signer le contrat au moment du dépôt du dossier sur la plate-forme des achats de l'État. Seul le titulaire du marché devra signer le contrat de concession avant la notification de celui-ci. La signature électronique sera utilisée, conformément à l'annexe n° 12 du CCP et de l'article 8 du présent document».

La présente consultation porte sur le renouvellement de la concession d'une aire de service comprenant l'aménagement, la construction, la rénovation, l'entretien et l'exploitation de l'ensemble des aménagements de cette aire, aux risques et périls du

concessionnaire.

Cette consultation est soumise aux dispositions du CCP sur l'attribution des contrats de concession et portant diverses dispositions en matière de commande publique.

### **3) Publicité**

Conformément aux articles L. 3122-1 et R. 3122-2 du CCP, la présente consultation a fait l'objet d'un avis de publicité publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (« JOUE ») du 17 février 2026 sous la référence 112711-2026 ; au Bulletin Officiel des Marchés Publics (« BOAMP ») du 17 février 2026 sous la référence 26-16345 et dans le quotidien ENERPRESSE.

### **4) Retrait du dossier de consultation**

Le retrait du dossier de consultation ( DCE ) se fait exclusivement par téléchargement sur le profil d'acheteur "PLACE" (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), conformément à l'article R.3122-9 du CCP, sous la référence **2026-VINCEY**.

Les opérateurs économiques sont invités à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataires des éventuels avertissements de modification de la consultation et des réponses aux questions posées par les opérateurs économiques. Ils vérifieront le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

### **5) Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est constitué par :

0. L'avis de concession ;
1. Le présent règlement de la consultation ;
2. Le Cahier des Charges (CC) ;
3. Le projet de contrat de concession de l'aire de service;
4. Le Cahier des Clauses Générales (CCG) ;
5. Annexes financières à compléter et à signer par le soumissionnaire ;
6. Le CDPGF à compléter
7. Le dossier technique de l'aire comprenant :
  - a. Un plan de situation de l'aire ;
  - b. Un plan parcellaire de l'aire ;
  - c. Une carte des trafics du département des Vosges (Trafic moyen journalier annuel) sur les années 2022, 2023 et 2024 ;
  - d. Contrôles et rapports (installations/pollution) fournis à titre d'information et non vérifiés par l'autorité concédante ;

e. Le volume des ventes.

## **6) Modification du dossier de consultation**

L'autorité concédante se réserve le droit d'apporter des modifications ou compléments au dossier de consultation au plus tard 20 jours avant la date limite fixée pour la remise du dossier de soumission.

Les opérateurs économiques devront répondre en prenant en compte ces modifications, sans pouvoir élever une quelconque réclamation.

Selon la modification ou le complément réalisé, l'autorité concédante se réserve le droit de modifier la date de remise du dossier de soumission.

## **7) Visite sur site**

Les opérateurs économiques peuvent effectuer une visite libre sur les lieux pour les zones accessibles au public.

S'ils désirent accéder à des zones non accessibles au public, ils effectueront préalablement une demande par mail : [bpsu.spmr.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bpsu.spmr.dire@developpement-durable.gouv.fr) pour bénéficier d'un accompagnement par un représentant de la DIR.

## **8) Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent règlement de la consultation.

## **9) Renonciation à la consultation**

L'autorité concédante se réserve la faculté de ne pas donner suite à la présente consultation, pour un motif d'intérêt général, et ce, à tout moment de la consultation jusqu'à la signature du contrat de concession.

Le cas échéant, les candidats seront informés d'une telle décision, laquelle ne pourra donner lieu à aucune indemnisation.

# **5 CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION**

## **1) Caractéristiques générales du dossier de soumission**

Dans le cadre de la présente consultation, il est attendu la remise des candidatures accompagnées des offres.

Le dossier de soumission à remettre par les opérateurs économiques devra contenir deux sous-dossiers :

- un sous-dossier pour la candidature ;
- un sous dossier pour l'offre.



Les candidatures et les offres des opérateurs économiques seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Le soumissionnaire peut se présenter en tant qu'opérateur économique unique ou en tant que groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Le mandataire du groupement conjoint doit être **solidaire** de chacun des membres du groupement.

Les annexes financières devront être soit co-signées par l'ensemble des entreprises groupées, soit signées par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné.

Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces demandées à l'appui de la candidature conformément à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.

Un même soumissionnaire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour une même concession.

De même, le soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter, pour la concession, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

## **2) Sous-dossier candidature**

Le sous-dossier candidature comprend les éléments permettant d'établir :

### **1. La situation propre du soumissionnaire (et des membres du groupement le cas échéant) :**

- a. une note de présentation générale de la société ou du groupement de sociétés ;
- b. une lettre de candidature (désignation du mandataire par ses cotraitants) (formulaire DC 1 disponible sur [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](http://Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr)) ;
- c. une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC 2 disponible sur [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](http://Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr)) ;
- d. pouvoir de la (ou les) personne(s) habilitée(s) à engager la société ou le groupement. Le nom et la signature manuscrite non scannée (ou électronique conforme eIDAS) du délégant et délégataire doivent apparaître ;
- e. Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- f. Les certificats fiscaux (de moins d'un an) et sociaux (de moins de 6 mois) ;
- g. déclaration sur l'honneur attestant que le candidat :

- n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3 à L. 8221-5, L. 8251-1 et L. 8256-2 et suivants, L. 8231-1, L. 8234-1 et suivants, L. 8241-1, L. 8241-2, L. 8243-1 et L. 8243-2 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union européenne ;
  - n'est pas en liquidation judiciaire et si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
  - ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de courir à la présente consultation, ou d'une interdiction équivalente pour un soumissionnaire étranger ;
- h. documents attestant du respect des articles L. 5212-1 à L. 5212-5 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés ;
- i. attestations d'assurances, notamment concernant les assurances couvrant les responsabilités civiles et professionnelles (précisant le niveau de couverture en euros) dont disposent le soumissionnaire ou chaque membre du groupement

## **2. Les capacités économiques et financières du candidat :**

- a. un mémoire démontrant la capacité de financement du candidat ;
- b. les bilans et comptes annuels pour les trois derniers exercices.

## **3. Les capacités techniques et professionnelles du candidat :**

- a. un mémoire décrivant les capacités techniques du soumissionnaire pour assurer l'exploitation de l'aire et, le cas échéant, les références en matière de conception, réalisation et exploitation d'aires de service de taille comparable à l'aire objet de la consultation ;
- b. une note précisant les moyens logistiques d'approvisionnement de l'aire en source d'énergie usuelle (carburants, électricité, hydrogène, etc.).

## **3) Un sous-dossier OFFRE :**

### **1) Préambule**

Chaque candidat s'engage sur la base des données inscrites dans le dossier de consultation et devra :

- Se conformer aux éléments contenus dans le dossier de consultation pour établir sa proposition ;

- Décrire avec précision les réponses qu'il apportera aux différents points de ce dossier en fournissant tous les éléments quantitatifs et qualitatifs permettant de juger la pertinence de sa proposition ;

- Rédiger entièrement en langue française ou joindre une traduction en français aux documents qu'ils ont remis rédigés dans une autre langue (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et article R.3122-18 du CCP).

L'Autorité concédante se réserve par ailleurs le droit d'adresser aux soumissionnaires d'éventuelles demandes de production de précisions sur la teneur de leur offre. Ces demandes seront effectuées via la plateforme sécurisée.

Tous les documents et éléments remis par les soumissionnaires à l'appui de leur offre dans le cadre de la consultation seront susceptibles d'être rendus contractuels si l'autorité concédante en décide ainsi lors de la mise au point du contrat.

Tous les montants financiers indiqués dans l'offre par les soumissionnaires seront exprimés en valeur au 1er janvier 2026.

## 2) Contenu

Le sous-dossier offre comprend les éléments suivants :

1. **Le cahier des charges** daté, signé électroniquement conforme eIDAS, sans aucune modification par le soumissionnaire ;
2. **Le projet de contrat** appelé convention de concession complété des items encadrés à cet effet par le soumissionnaire ;
3. **Le cahier des clauses générales** daté, signé électroniquement conforme eIDAS, sans aucune modification par le soumissionnaire ;
4. **Un dossier commercial** qui comprend et présente les éléments suivants :
  - les enseignes et concepts envisagés sur le site ;
  - la stratégie d'implantation ;
  - le plan marketing et notamment une analyse de la clientèle, une présentation de l'offre, un positionnement au niveau des prix, etc. ;
  - les modalités de contrôle de la qualité des services proposés (enquêtes, visites, etc.).
5. **Un mémoire technique** établi selon le cadre suivant :

## Thèmes

## Contenu

Les installations existantes (bâtiment et système de distribution de carburant) seront remises en l'état au titulaire du contrat de concession. Le titulaire du contrat de concession doit proposer un **projet de réaménagement** de l'aire et détaillera dans cette partie du mémoire :

### Le programme d'investissement

- Le **détail du programme d'investissements, travaux et installations** qu'il réalisera en conformité avec le Cahier des charges ;
- les infrastructures (hors-bâtiment) existantes conservées dans le projet et la liste des mesures de rénovation éventuelle de celles-ci ;
- L'équipe chargée de la conception du projet et du suivi de la réalisation des travaux (compétences, moyens, références, qualifications) ;
- les diverses dispositions techniques retenues (chaussées, assainissement, éclairage, mobilier, plantation, engazonnement, épuration ou relèvements des eaux usées, connexion aux réseaux publics, etc...) ;
- le **plan de financement** du programme d'investissement ;
- le **planning des études et travaux** nécessaires pour la réalisation du projet de réaménagement de l'aire avec un échéancier de la date de début de la concession jusqu'à la mise en service de l'ensemble des activités sur l'aire en mentionnant l'enchaînement des tâches (études et travaux) ainsi que leur durée.

Il inclura notamment les différentes autorisations administratives nécessaires au réaménagement de l'aire de service (dossier de permis de construire, procédures relatives aux installations classées et éventuellement à la loi sur l'eau...) ;

- la **procédure de dévolution des travaux** de réaménagement de l'aire de services (appel d'offres, travaux réalisés en interne etc.) ;
- les **modalités d'organisation permettant la poursuite de l'activité ou le délai de remise en service des installations** de l'aire de services pendant les travaux de réaménagement

### Les activités et le niveau de service

Le candidat détaillera dans cette partie du mémoire :

- l'accueil, l'orientation et l'information des usagers, l'étendue des services offerts (pompes à carburants, bornes électriques à recharge rapide ou ultra-rapide, ombrières photovoltaïques, l'éventuelle offre de carburants alternatifs pour les PL, services de la boutique et modalités de restauration, distributeurs automatiques de billets, descriptif des sanitaires, aménagements extérieurs : pique-nique et aires de jeux) les horaires et la disponibilité des services,
- les modalités de distribution des sources d'énergies usuelles et les dispositions prises pour assurer la continuité de l'approvisionnement en carburant ;
- la politique d'élaboration des tarifs pour la distribution des sources d'énergies usuelles et ses engagements en termes de modération tarifaire ;
- l'offre de restauration (prix moyen, horaires, diversité de l'offre etc.) ;

- la politique commerciale de la boutique ;
- l'organisation et l'affectation des ressources humaines nécessaire au fonctionnement de l'aire de services : (i) structuration de l'équipe (effectif, statut, qualification et d'horaires de travail) et (ii) les modalités de remplacement ponctuel des salariés absents.
- les méthodes et protocoles mis en place pour assurer la sécurité et l'hygiène des bâtiments ;
- le programme d'entretien et de maintenance de l'aire de services, en ce compris le gros entretien renouvellement (GER).
- la politique et les procédures détaillées associées à l'entretien : marquage (périodicité de renouvellement), chaussées, assainissement, signalisation verticale, viabilité hivernale (chaussée et cheminements piétons), bâtiments, sanitaires, gestion des espaces verts : moyens et fréquences.
- l'état de fonctionnement et la propreté des équipements,

**les engagements  
sociaux et  
environnementaux**

Le candidat détaillera dans cette partie du mémoire :

- les performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté ; à ce titre, le candidat précisera notamment les modalités d'accueil et d'intégration des personnes en insertion recrutées dans le cadre de l'exécution de la concession, présentera leur(s) référent(s) avec leur(s) éventuelle(s) formation(s) au tutorat et indiquera la progression et la formation du personnel en insertion.
- les performances énergétiques des bâtiments de l'aire de services, le projet d'isolation thermique, sa conformité à la réglementation thermique en vigueur, une estimation des économies d'énergies escomptées après travaux et les engagements de réduction de consommation d'énergies ;
- les engagements en matière de consommation d'énergies renouvelables pour assurer le fonctionnement de l'aire de services.
- la gestion des déchets (en phase travaux et en phase exploitation de l'aire)
- les matériaux utilisés (matériaux de construction, chaussées, mobilier urbain, candélabres)
- la gestion intégrée des eaux pluviales
- une note détaillant les mesures prises en faveur du développement durable concernant en particulier :
  - le bruit ;
  - l'alternative à utilisation de produits chimiques et phytosanitaires en phase exploitation de l'aire de services ;
  - les technologies performantes permettant la réduction de la consommation d'énergie et d'eau ;
  - l'analyse de l'état initial de l'environnement et la prise en compte dans le

**Le mémoire technique doit être un document expressément constitué dans le cadre de la présente procédure, et non un extrait d'une offre générale de services des soumissionnaires.**

**6. Un dossier « niveau esquisse » de l'aménagement de l'aire de services comprenant :**

- a. un plan de masse au 1/500<sup>ème</sup> en couleur avec les caractéristiques géométriques d'implantation des installations, bâtiments, équipements de stationnement, sanitaires, aménagements paysagers et équipements ;
- b. des profils en travers type pour les voiries et espaces de circulation et de stationnement ;
- c. un plan du principe d'assainissement eaux pluviales – eaux usées au 1/500<sup>ème</sup> ;
- d. un plan des réseaux d'adduction d'eau potable, télécommunications, EDF, éclairage public au 1/500<sup>ème</sup> ;
- e. un plan de signalisation et de jalonnement au 1/500<sup>ème</sup> précisant l'organisation de la gestion des flux (PL – VL – piétons – accessibilité handicapés) ;
- f. un plan des façades et corps de bâtiments dont la création ou rénovation est envisagée, au 1/200<sup>ème</sup>, avec des perspectives d'intégration dans le site établies sur la base du programme ainsi que des perspectives depuis les habitations riveraines existantes ;
- g. une notice technique sur les IRVE ;
- h. une note décrivant les dispositions prises pour assurer la sécurité de la distribution de carburants et d'électricité vis-à-vis des risques d'incendies et d'explosion ;
- i. une note décrivant le processus mis en place lors d'une pollution accidentelle et les mesures de dépollution en fin de concession ;
- j. une note architecturale et paysagère explicitant le parti d'aménagement proposé ;
- k. une note sur l'organisation générale des chantiers décrivant les mesures adoptées pour minimiser l'impact des travaux sur l'exploitation de la RN 57, sur la sécurité des usagers et des riverains et sur l'environnement ;
- l. une notice explicative sur le fonctionnement de la distribution robotisée de carburant et détaillant le dispositif de distribution d'électricité ;

**7. Le plan d'affaires de la concession dûment complété et signé électroniquement conforme eIDAS sur la base des fichiers intitulés « Annexe financière à compléter » fournis dans le cadre de la consultation accompagné d'une note explicative des**

hypothèses structurantes retenues, notamment :

- Les hypothèses de recettes : évolutions de trafic, taux de captage, paniers moyens;
- Les coûts d'achat des matières premières et marchandises : prix d'approvisionnement carburant, coûts unitaires des produits boutique et restauration, et cohérence avec les prix de vente affichés;
- La réalité des coûts d'exploitation et fluides : détail énergie, nettoyage, maintenance et consommables nécessaires au fonctionnement des installations;
- La masse salariale : adéquation avec l'organisation technique et les amplitudes horaires proposées.

**Tout ratio de marge ou coût unitaire s'écartant manifestement des standards du secteur doit être dûment justifié. À défaut d'explications probantes, l'Autorité Concédante se réserve le droit de pénaliser l'offre au titre du critère financier.**

Les investissements concédés seront amortis de manière linéaire et proportionnelle sur la durée de la concession, à l'exclusion des biens consommables. Toute dérogation à ce principe doit être justifiée de manière circonstanciée.

8. Le **Cadre de Décomposition des Investissements (CDPGF)** dûment complété et signé sur la base du fichier intitulé «CDPGF à compléter» fournis dans le cadre de la consultation. L'Autorité Concédante portera une attention particulière à la sincérité des coûts unitaires reportés.

Tout écart significatif constaté par rapport aux prix usuels du marché (ratios de construction au m<sup>2</sup>, coûts des équipements) devra être dûment justifié par une note technique explicite jointe à l'offre.

L'absence de justification probante face à des coûts manifestement surestimés ou sous-estimés entraînera une pénalisation systématique de la note attribuée au critère Financier.

### 3) *Variantes*

La présente consultation n'est pas ouverte à variantes. Les soumissionnaires ne remettront qu'une seule offre de base.

## **6 SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **1) Sélection des candidatures**

Conformément aux dispositions de l'article R. 3123-20 du CCP, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante qui constate que manquent des pièces ou informations dont la production était obligatoire pourra demander aux soumissionnaires concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Conformément aux dispositions de l'article R. 3123-21 du CCP, ne sont pas admis à

participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession :

- les soumissionnaires qui produisent une candidature incomplète ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- les soumissionnaires qui produisent une candidature irrecevable.

L'autorité concédante analysera les candidatures sur la base des critères suivants :

- situation propre des opérateurs économiques ;
- capacités économiques et financières ;
- capacités techniques et professionnelles.

À l'issue de l'analyse des candidatures, l'autorité concédante établit la liste des soumissionnaires dont les offres seront analysées.

## **2) Jugement et classement des offres**

Conformément aux dispositions des articles L.3124-2 à L.3124-4 du CCP, les offres irrégulières ou inappropriées seront écartées.

L'autorité concédante examinera l'offre des soumissionnaires pour établir un classement. Chaque offre obtiendra une note sur 100, sur la base des critères suivants :

Critères d'attribution	Pondération
<b>1. Le programme d'investissements, de travaux et d'installations</b> qui sera appréciée au regard des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– La qualité du programme d'investissements, de travaux et d'installations (Cohérence générale de l'aménagement : aménagement de la zone de distribution des sources d'énergies usuelles, optimisation des espaces, séparation des flux VL et PL, cheminements piétons, transport de fonds , livraisons, accès de service éventuel) ; /6</li><li>– Le calendrier de réalisation des travaux, date de mise en service et les mesures de protection des personnes durant le chantier ;/4</li><li>– Le schéma paysager et la qualité architecturale ;/2</li><li>– Le stationnement : nombre et agencement de places de stationnement PL et VL (les places PL supplémentaires sont à privilégier) /6</li><li>– La durée de fermeture de l'aire pendant les travaux et les modalités d'organisation permettant la poursuite de l'activité./2</li></ul>	<b>20 points</b>
<b>2. Les activités exploitées et le niveau de service</b> qui seront appréciés au regard des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– La diversité, les modalités d'approvisionnement et de disponibilité des sources d'énergies usuelles (carburants proposés, bornes de recharge rapide, borne PL...). L'offre d'une gamme de carburants alternatifs sera valorisée ; /8</li><li>– Les modalités et la qualité de l'offre de restauration ;/3</li><li>– Le programme d'entretien et de maintenance de l'aire de services (y compris le GER) (Fréquence d'entretien du marquage, des chaussées et bordures, de</li></ul>	<b>20 points</b>



<p>l'assainissement et de la signalisation verticale, viabilité hivernale : méthode – matériel – moyens, entretien des espaces plantés, entretien/nettoyage du bâtiment et particulièrement des sanitaires) ;/3</p> <p>– La qualité des autres engagements du candidat pour assurer la plus haute qualité de service aux usagers (disponibilité des personnels présents sur site, services additionnels, adaptations à la fréquentation saisonnière, etc.)/3</p> <p>– Équipements de l'aire : mobilier extérieur, sanitaires, aire de pique-nique, espace de détente, aires de jeux, éclairage,... /3</p>	
<p><b>3. L'équilibre économique de la concession</b> qui sera apprécié au regard des sous-critères suivants :</p> <p>(i) -Le Cadre de Décomposition des Investissements (CDPGF) dûment complété. Tout écart significatif constaté par rapport aux prix usuels du marché (ratios de construction au m², coûts des équipements) devra être dûment justifié par une note technique explicite jointe à l'offre. L'absence de justification probante face à des coûts manifestement surestimés ou sous-estimés sera pénalisée /15</p> <p>(ii) -Le plan d'affaire de la Concession. Tout ratio de marge ou coût unitaire s'écartant manifestement des standards du secteur devra être dûment justifié. L'absence d'explications probantes sera pénalisée /15</p> <p>– Le montant total de Redevance Proportionnelle proposé par le candidat tel qu'il ressort des compléments apportés par le candidat dans le projet de convention de concession ainsi que le montant de remise de redevance domaniale tel qu'il ressort des compléments apportés par le candidat dans le projet de convention de concession ; /5</p> <p>– Les engagements du candidat en termes de modération tarifaire./5</p>	<b>40 points</b>
<p><b>4. Les engagements sociaux et environnementaux</b></p> <p>– Les mesures prises en faveur du développement durable et en matière de pollution / dépollution ;/4</p> <p>– Les performances énergétiques des bâtiments de l'aire de services, les engagements de réduction de consommation d'énergies et la part d'énergies renouvelables pour assurer le fonctionnement de l'aire de services ; /4</p> <p>– Les engagements en matière d'insertion paysagère et de préservation de l'environnement et de la biodiversité sur l'aire en phase travaux et exploitation ; /4</p> <p>– Les mesures pour l'insertion professionnelle des publics en difficulté./4</p> <p>(i) – La gestion intégrée des eaux pluviales /4</p>	<b>20 points</b>

### 3) Négociations

Après analyse des offres initiales et application des critères d'attribution, l'autorité concédante entamera librement toute discussion utile avec au maximum **les trois meilleures offres remises**. L'autorité concédante se réserve la possibilité d'engager des négociations avec un seul soumissionnaire dont l'offre aura été classée première.

Les négociations se dérouleront par tout moyen permettant d'assurer une traçabilité écrite.

Des auditions pourront porter sur l'analyse globale du projet proposé par le soumissionnaire et notamment sur : (I) l'équilibre économique de la concession, (II) les activités et niveaux de service, (III) le projet de réaménagement de l'aire et (IV) les engagements sociaux et environnementaux.

A l'issue de chaque audition, l'autorité concédante se réservera le droit de demander au soumissionnaire des compléments d'informations et/ou des adaptations techniques et financières sur la mise en œuvre de son offre.

L'autorité concédante se réserve le droit d'attribuer le contrat de concession sans négociation.

#### **4) Finalisation de la procédure**

##### **Information des candidats non retenus**

Les candidats non retenus seront informés préalablement à la signature du contrat de concession. Ils pourront demander, par écrit, les motifs du rejet de leur offre initiale ou, le cas échéant, de leur offre finale.

##### **Mise au point du contrat de concession**

Une mise au point du contrat de concession sera engagée, si nécessaire, avec le candidat retenu. Aucune modification substantielle de l'offre du candidat ne pourra être engagée à ce stade de la procédure.

##### **Signature et notification du contrat de concession**

Le contrat sera notifié au titulaire. Dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de cette notification, l'autorité concédante publiera un avis d'attribution via les supports utilisés pour la publication de l'avis de concession.

## **7 CONDITIONS D'ENVOI ET REMISE DES PROPOSITIONS**

#### **1) Dispositions d'ordre général**

Les dossiers de soumission seront établis en euros et transmis en une seule fois.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3122-5 du CCP, la remise des dossiers de soumission se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs *aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs*.

Si plusieurs dossiers de soumission sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul est ouverte le dernier dossier reçu par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé en page 1 du règlement de la consultation.

#### **2) Copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R. 3122-17 du CCP doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (clé USB ou carte mémoire SD) ou sur

support papier.

La copie de sauvegarde doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des dossiers de soumission indiquées en première page du règlement de la consultation à l'adresse suivante :

Direction Interdépartementale des Routes EST

BGAM

Batiment LESZCZYNSKI

10 et 16 promenade des canaux

BP 82120

54021 NANCY

« Dossier de soumission pour la concession de l'aire de service de Vincey sur RN 57 - 2026-VINCEY »

**COPIE DE SAUVEGARDE**

Nom du soumissionnaire ou du mandataire du groupement :

**« NE PAS OUVRIR »**

Le soumissionnaire qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 *fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde*

**3) Modalités de remise du dossier de soumission par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur le profil acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, le soumissionnaire installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence « **2026-VINCEY** ».

Cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouverts ;
- Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.
- Les documents fournis au format PDF devront permettre une recherche automatique par mots clés ;
- Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique) et de l'article 8 du présent document. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les pièces des candidatures ou des offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. La trace de cette malveillance sera conservée. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

## 8 MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer électroniquement doit être signé individuellement par le concessionnaire désigné sera signé au format PDF au moment de l'attribution.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.

### **Les documents ne doivent pas être verrouillés.**

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

**1er cas :** certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- sur le site de la commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home><sup>1</sup> .

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil de l'autorité concédante, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

**2<sup>e</sup> cas :** certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des soumissionnaires.

### **Exigences relatives à l'outil de signature.**

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil de l'autorité concédante, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.


S'il utilise un autre outil de signature que celui de l'autorité concédante, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'autorité concédante de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

---

<sup>1</sup> Le lien suivant <https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home> précise par pays (cliquer sur  puis sur View detail) les organismes délivrant des certificats de signature (service dénommé QCert for ESig pour *Qualified certificate for electronic signature* ou certificat qualifié pour la signature électronique).

## 9 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les opérateurs économiques devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : 2026-VINCEY, ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir leurs demandes **au plus tard 15 jours avant la date limite de remise** des dossiers de soumission.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les opérateurs économiques ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise dossiers de soumission.

## 10 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent contrat est régi par le droit français.

### 1) Voies et délais de recours

#### **Procédures d'urgence :**

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

ou

2) Référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat).

#### **Autres recours :**

3) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

4) Recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans leurs intérêts, assorti, le cas échéant

de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion de l'accord cadre.

5) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

## **2) Adresses**

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal Administratif de Nancy

5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038

54036 NANCY Cedex.

Tél. : +33.3.83.17.43.43, télécopie : +33.3.83.17.43.50.

Courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)

Site Internet : <http://nancy.tribunal-administratif.fr>

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions aux articles R. 2197-1 à R. 2197-5 et R. 2197-23 à R. 2197-25 du Code de la commande publique.

### **Adresse du comité consultatif compétent :**

CCIRA de Nancy  
Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
1, rue du Préfet Claude Érignac  
54038 NANCY Cedex

### **Adresse du médiateur des entreprises :**

Bureau des développements Numériques  
98-102 rue de Richelieu  
75002 PARIS

Sites Internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

<https://www.justice.fr/fiche/litige-administration-saisir-defenseur-droits>



**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant  
l'introduction des recours :**

DIR Est  
Bureau du Contentieux et des Affaires Générales  
10-16 promenade des Canaux  
BP 82120  
54021 NANCY Cedex  
**[Courriel : bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bcag.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)**